

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers d'avril 1998

Augmentation de l'excédent budgétaire en avril 1998

Un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars a été enregistré en avril 1998, en hausse de 0,1 milliard de dollars par rapport à l'estimation retraitée pour avril 1997 (voir la Note aux utilisateurs). D'un exercice sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,6 p. 100, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 p. 100. Les dépenses de programmes ont, quant à elles, augmenté de 1,0 p. 100.

L'augmentation d'un exercice sur l'autre des recettes budgétaires reflète les fortes augmentations dans les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et celui des sociétés – dont l'effet net a été atténué par la baisse des rentrées des prestations d'assurance-emploi et des recettes de taxe sur les produits et services (TPS).

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,4 p. 100, soit 0,4 milliard de dollars, surtout en raison d'une forte hausse du taux d'emploi depuis le début de l'exercice et d'une augmentation des impôts payés à la déclaration pour l'année d'imposition 1997. L'augmentation globale a été modérée par la hausse de 15,3 p. 100, ou 0,6 milliard de dollars, des remboursements d'impôt.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 7,4 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars.
- Les prestations d'assurance-emploi ont chuté de 5,2 p. 100, ou 0,1 milliard de dollars. Cette baisse est attribuable à la réduction des taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés en 1998 est de 2,70 dollars (par tranche de 100 dollars de gains assurables), en comparaison

de 2,90 dollars en 1997. La réduction des taux de cotisation compense largement l'effet de l'augmentation du nombre d'employés sur les recettes tirées des prestations globales.

- Les recettes nettes de TPS ont chuté de 8,9 p. 100, ou 0,2 milliard de dollars, étant donné que l'augmentation des remboursements a largement compensé la forte hausse des recettes brutes.
- Les autres composantes des recettes sont demeurées à peu près les mêmes par rapport au niveau de l'exercice précédent.

L'augmentation des dépenses de programmes est largement attribuable au niveau plus élevé des subventions et autres transferts découlant des obligations contractées en vertu des accords de Bretton Woods et des accords connexes, ainsi qu'aux indemnités versées par suite de la tempête de verglas dans l'Est du Canada. Parmi les autres composantes, mentionnons les suivantes :

- Les principaux transferts aux particuliers ont légèrement augmenté étant donné que la hausse des prestations aux aînés a largement compensé la baisse des prestations d'assurance-emploi.
- Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont légèrement diminué, surtout en raison des recouvrements en vertu des paiements de remplacement pour programmes permanents. Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés étant donné que la loi empêche l'apport annuel en espèces de ce transfert de tomber sous la barre des 12,5 milliards de dollars entre 1997-98 et 2002-03.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Opérations budgétaires		
Recettes	12 302	12 500
Dépenses de programmes	-7 386	-7 462
Solde de fonctionnement	4 916	5 038
Frais de la dette publique	-3 467	-3 454
Déficit ou excédent	1 449	1 584
Opérations non budgétaires	-4 444	-3 856
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-2 995	-2 272
Opérations de change	3 589	1 287
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985
Opérations de la dette non échue	-5 092	-5 557

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

- Les paiements aux sociétés d'État sont demeurés les mêmes, tandis que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital ont diminué, traduisant l'effet des mesures de compression prévues dans le budget de 1996.

La baisse des frais de la dette publique est attribuable à la diminution de la dette portant intérêt ainsi qu'à la réduction de la moyenne des taux d'intérêt effectifs sur cette dette.

Augmentation du total des besoins financiers en avril 1998

Malgré un excédent budgétaire de 1,6 milliard de dollars, le total des besoins financiers s'est élevé à 1,0 milliard de dollars en avril 1998, comparativement à un excédent financier de 0,6 milliard en avril 1997. Cela est attribuable à une diminution des ressources nettes provenant des opérations de change. En avril 1998, les opérations de change ont procuré au gouvernement des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars, comparativement à 3,6 milliards en avril 1997. Les opérations non budgétaires ont engendré un besoin net de 3,9 milliards de dollars en avril 1998, en baisse d'un besoin net de 4,4 milliards en avril 1997.

Baisse de la dette contractée sur les marchés

En avril 1998, le gouvernement a remboursé une tranche de 5,6 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés en réduisant les soldes de son encaisse. En tout, les soldes de l'encaisse ont été réduits de 6,5 milliards.

Note aux utilisateurs

Le présent numéro de *La revue financière* marque l'instauration d'un certain nombre de redressements comptables apportés pour que les résultats budgétaires mensuels fassent mieux état de la situation en cours et pour réduire l'ampleur des redressements de fin d'exercice. Les résultats mensuels pour 1997-98 sont retraités de façon à permettre la comparaison d'un exercice sur l'autre. Ces modifications n'auront aucune incidence sur les besoins ou les excédents financiers. Les modifications répondent en grande partie aux suggestions contenues dans le chapitre 3 du rapport d'avril 1997 du vérificateur général.

La date de versement de certaines recettes (surtout la TPS) est le dernier jour du mois. Cela signifie que la plupart de ces recettes ne sont pas déposées dans les comptes publics avant le premier jour ouvré du mois suivant. Si le dernier jour du

La revue financière

Tableau 2

Recettes budgétaires

	Avril		Variation (%)
	1997	1998	
	(en millions de dollars)		
Impôt sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	5 835	6 209	6,4
Impôt sur le revenu des sociétés	1 156	1 241	7,4
Autres	297	286	-3,7
Total des recettes d'impôt sur le revenu	7 288	7 736	6,1
Cotisations d'assurance-emploi	1 844	1 748	-5,2
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	1 979	1 803	-8,9
Droits de douane à l'importation	153	174	13,7
Autres taxes et droits d'accise	666	621	-6,8
Total des taxes et droits d'accise	2 798	2 598	-7,1
Total des recettes fiscales	11 930	12 082	1,3
Recettes non fiscales	372	418	12,4
Total des recettes budgétaires	12 302	12 500	1,6

mois coïncide avec un congé férié ou un jour de fin de semaine, ces recettes ne sont souvent pas déposées avant le deuxième jour ouvré du mois suivant. Même si des redressements sont apportés en fin d'exercice pour affecter ces recettes à l'exercice correspondant, ceux-ci n'étaient pas apportés chaque mois jusqu'ici. Les recettes, surtout celles d'avril, étaient donc grandement sous-estimées étant donné que les redressements n'étaient apportés qu'à la fin de l'exercice – dans la période de fin d'exercice. En outre, il existait souvent de grands écarts d'un exercice sur l'autre au chapitre de la comptabilisation mensuelle des recettes, uniquement en raison de l'écart temporaire de ces versements, ce qui compliquait l'analyse des résultats courants. En conséquence, les recettes applicables au mois en cours sont dorénavant exigibles avant la fin du deuxième jour ouvré du mois suivant, plutôt que le dernier jour du mois.

Même si les dépenses budgétaires sont déterminées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, un certain nombre de redressements n'étaient auparavant apportés qu'en fin d'exercice, notamment les charges à payer au chapitre des salaires et des traitements et l'amortissement des soldes actuariels dans la caisse de retraite de la fonction publique. Ces redressements seront dorénavant effectués chaque mois, pourvu que des estimations raisonnables puissent être établies.

Grâce à ces modifications, les résultats mensuels seront établis selon une méthode comptable qui ressemble davantage à celle qui sert à déterminer les données définitives de fin d'exercice.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	Avril		Variation (%)
	1997	1998	
	(en millions de dollars)		
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	1 790	1 821	1,7
Prestations d'assurance-emploi	1 134	1 114	-1,8
Total	2 924	2 935	0,4
Autres administrations			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	0,0
Transferts fiscaux	638	642	0,6
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-187	5,1
Total	1 502	1 497	-0,3
Subventions et autres transferts			
Agriculture	4	5	25,0
Affaires étrangères	49	100	104,1
Santé	68	84	23,5
Développement des ressources humaines	52	58	11,5
Affaires indiennes et du Nord	716	778	8,7
Industrie et développement régional	79	72	-8,9
Anciens combattants	112	114	1,8
Autres	200	190	-5,0
Total	1 280	1 401	9,5
Total des transferts	5,706	5 833	2,2
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	112	147	31,3
Société canadienne d'hypothèques et de logement	139	125	-10,1
Autres	137	116	-15,3
Total	388	388	0,0
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital			
Défense	355	346	-2,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	937	895	-4,5
Total	1 292	1 241	-3,9
Total des dépenses de programmes	7 386	7 462	1,0
Frais de la dette publique	3 467	3 454	-0,4
Total des dépenses budgétaires	10 853	10 916	0,6

Tableau 4

Solde budgétaire et solde financier

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Déficit(-) ou excédent(+)	1 449	1 584
Prêts, placements et avances		
Sociétés d'État	-253	101
Autres	22	93
Total	-231	194
Comptes à fins déterminées		
Compte du Régime de pensions du Canada	513	599
Comptes de pension de retraite	406	565
Autres	-26	-40
Total	893	1 124
Autres opérations	-5 106	-5 174
Total des opérations non budgétaires	-4 444	-3 856
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-2 995	-2 272
Opérations de change	3 589	1 287
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985

Tableau 5

Solde financier et opérations de la dette non échue

	Avril	
	1997	1998
	(en millions de dollars)	
Total des besoins financiers ou excédent	594	-985
Opérations de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	0	0
Obligations d'épargne du Canada	-289	-629
Bons du Trésor	-3 700	-4 200
Autres	-1	-1
Total partiel	-3 990	-4 830
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	143	90
Total	-3 847	-4 740
Payable en devises		
Obligations négociables	0	0
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	-940	-817
Billets du Canada	-305	0
Total	-1 245	-817
Total des opérations de la dette non échue	-5 092	-5 557
Variation de l'encaisse	-4 498	-6 542

La revue financière

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	30 avril 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	3 741
En devises	49	8
Total de l'encaisse	10 292	3 749
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	294 541
Bons du Trésor	112 300	108 100
Obligations d'épargne du Canada	30 593	29 964
Autres	3 456	3 455
Total partiel	440 890	436 060
<i>Moins</i> dette non échue détenue par le gouvernement	846	756
Total	440 044	435 304
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 603
Billets du Canada	1 624	1 624
Total	26 913	26 096
Total de la dette non échue	466 957	461 400

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.

Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Paul Rochon, au (613) 996-9447.

Également accessible sur Internet à <http://www.fin.gc.ca/>

This publication is also available in English.

Juillet 1998

